

INSERER LE LOGO DE LA COMMUNE

Prestations d'entretien des espaces publics de la commune de

C.C.T.P.

Table des matières

Objet du CCTP.....	3
Consistance des prestations et définition des travaux	3
1. La mise en œuvre du désherbage non chimique	3
Choix des méthodes alternatives non chimiques	3
L'organisation du chantier.....	3
Planification des interventions.....	4
La sécurité	4
Bilan de fin de chantier	4
2. Les opérations de désherbage chimique	4
Formation et qualification du prestataire et des applicateurs	4
Choix des produits de traitements.....	5
Planification des interventions.....	5
Le matériel de traitement	6
L'organisation du chantier.....	6
La sécurité des applicateurs	6
La sécurité des usagers.....	6
L'application et l'élimination des déchets.....	6
L'étalonnage des couples applicateurs-pulvérisateurs et les calculs de doses.....	6
Le remplissage des pulvérisateurs.....	7
L'application	7
Les reliquats de bouillie et les eaux de rinçage.....	7
L'enregistrement des traitements.....	7
Les Emballages Vides de Produits Phytosanitaires et les EPI usagés	7
Bilan de fin de chantier.....	7
ANNEXE 1 Liste des textes réglementaires et de documents relatifs au marché.....	8
ANNEXE 2 Arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural	9
ANNEXE 3 Exemple de pictogramme pour la gestion du délai de rentrée.....	15
ANNEXE 4 Modèle de fiche d'étalonnage et de calcul de doses.....	16
ANNEXE 5 Modèle de tableau d'enregistrement des traitements phytosanitaires réalisés	18

Objet du CCTP

Le présent marché porte sur la réalisation de prestations de traitement phytosanitaire sur les zones définies en annexe ; leurs vérifications est à la charge du prestataire.

Le donneur d'ordre joint au CCTP tout élément permettant de définir les zones à entretenir, et s'il en dispose les estimations de surface de ces zones.

On distinguera deux types de méthodes de désherbage :

- Le désherbage chimique
- Le désherbage alternatif non chimique

Le prestataire définira les zones sur lesquelles le désherbage chimique et le désherbage alternatif seront appliqués. Pour des considérations techniques ou de coût, une partie, seulement, des surfaces peut être contrôlée par une méthode alternative au désherbage chimique. (Celles situées en bordure d'eau, c'est à dire, la partie sablée bordant la piste cyclable le long du canal). S'il existe un plan de désherbage, les zones à entretenir non chimiquement seront choisies prioritairement dans les zones identifiées comme à risque élevés.

Consistance des prestations et définition des travaux

L'entretien forfaitaire comprend le déplacement, la main d'œuvre, le matériel, l'outillage, l'évacuation des déchets, ainsi que les consommables nécessaires.

Le donneur d'ordre doit ici définir les objectifs d'entretien (nombre de passage, objectif d'entretien ou tout autre élément permettant au prestataire d'évaluer le travail à réaliser).

Le prestataire a pour charge de réaliser et contrôler le désherbage des sites définis en annexe. La lutte raisonnée doit constituer le principe de base de la mise en œuvre des opérations de désherbage. Quelques repousses peuvent être tolérées, mais elles devront être détruites avant la maturité des graines.

1. La mise en œuvre du désherbage non chimique

Choix des méthodes alternatives non chimiques

L'entrepreneur proposera dans son offre une ou plusieurs méthodes alternatives de désherbage (thermique, mécanique, manuelle). Il présentera les avantages et inconvénients de la ou des méthodes retenues, ainsi que les types de matériels utilisés.

Le prestataire fournira un protocole d'application pour chacune des méthodes retenues et précisera le résultat attendu.

L'organisation du chantier

Le prestataire fournira un protocole d'application pour chacune des méthodes retenues et précisera le résultat attendu.

Planification des interventions

Le candidat proposera un planning de programmation de ses interventions. Le planning devra être ajusté conjointement entre le titulaire et la personne publique en fonction des observations de terrain réalisées avant toute application (adventices présentes, stades).

Dans tous les cas : Le prestataire communiquera systématiquement les dates prévues d'intervention à la personne publique par fax, par courriel. Il indiquera le jour prévu d'intervention, les sites d'intervention, le type de méthode alternative au traitement chimique utilisée.

La personne publique se réserve le droit de repousser ou d'annuler la réalisation d'une opération de désherbage alternatif, pour des raisons de sécurité (notamment le risque d'incendie), sans que le prestataire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

La sécurité

Le prestataire précisera les mesures utilisées pour assurer la sécurité des applicateurs, des usagers, mais également pour prévenir les risques d'incendie pouvant être causés par l'utilisation de matériels thermique.

Bilan de fin de chantier

A l'issue des travaux prévus dans la cadre du marché, le prestataire fournira un bilan de fin de chantier retraçant l'ensemble des interventions et faisant un récapitulatif des méthodes utilisées par zones. Il indiquera également les temps passés pour chaque zone

2. Les opérations de désherbage chimique

Formation et qualification du prestataire et des applicateurs

Le candidat devra obligatoirement fournir son agrément phytosanitaire (Article L 254 – 1, 2, 3, 4 du code rural) et une attestation d'assurance spécifique (couvrant les risques liés à l'application de produits phytopharmaceutiques et les éventuelles atteintes accidentelles à l'environnement) aux applicateurs de produits phytosanitaires de l'année en cours (précisant le N° d'agrément de l'entreprise, le nombre d'applicateurs certifiés, et la date d'obtention de leur certificat individuel, ou DAPA).

Attention : réglementation en cours d'évolution

Le candidat peut également fournir des certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et/ou de la prise en compte environnementale et habilités à attester la conformité, ou engagement dans une démarche de qualité et/ou dans une démarche environnementale.

Le candidat devra également justifier de la mise en application de la norme NFU 43 – 500 qui spécifie les exigences relatives à la maîtrise des applications de produits de traitement par un prestataire de services.

Le candidat devra assurer la maîtrise et s'assurer de la traçabilité des opérations. Il décrira dans sa réponse technique les éléments suivants :

- l'organisation du chantier
- le management des ressources humaines : compétences, sensibilisation et formation selon les différents niveaux de qualification des personnes intervenant sur le chantier (prescripteur, responsable de chantier, opérateur)
- les infrastructures
- le déroulement de la prestation :

- les attentes de résultats en fonction des objectifs initiaux
- la communication auprès des usagers,
- les achats,
- la protection des tiers,
- le stockage et acheminement et ceci lors des actions préalables à la réalisation de l'application, lors de la réalisation de l'application

Le ou les applicateurs devront justifier d'une expérience significative dans la réalisation de traitements phytosanitaires et d'une formation à l'application des produits phytosanitaires.

Choix des produits de traitements

Le candidat indiquera dans sa proposition technique les produits qu'il envisage utiliser. Seuls des produits homologués pour l'usage pourront être proposés (Parcs Jardins Trottoirs ou Emploi Autorisé dans les Jardins). Il respectera par ailleurs toutes les réglementations spécifiques, et notamment l'avis du JO du 8/10/2004

Le candidat retiendra les principes suivants dans le choix des produits

- Alternance des matières actives
- Proposer des produits dont la dose de matière active à l'hectare est la plus basse possible
- Eviter les produits ayant une ZNT supérieure à 5 mètres et un délai de rentrée supérieur à 6 Heures
- Eliminer les produits cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR)

Le candidat justifiera ses choix de produits phytosanitaires et fournira les Fiches de Données de Sécurité et fiches Techniques des produits qu'il propose en veillant à ce que les mentions de la ZNT et du délai de rentrée figurent bien. Il indiquera également les doses auxquelles il envisage l'application.

Planification des interventions

Le candidat proposera un planning de programmation de ses interventions. Le planning devra être ajusté conjointement entre le titulaire et la personne publique en fonction des observations de terrain réalisées avant toute application (adventices présentes, stades).

Dans tous les cas : Le prestataire communiquera systématiquement les dates prévues d'intervention à la personne publique par fax, par courriel. Il indiquera le jour prévu d'intervention, les sites d'intervention, le nom du ou des produits utilisés et son dosage.

La réglementation en vigueur s'applique pour la réalisation des traitements (arrêté du 12/09/2006). Les traitements ne pourront être appliqués :

- Si le vent dépasse 3 sur l'échelle de Beaufort,
- S'il pleut ou si des pluies sont annoncées dans les heures suivant le traitement
- Si la température est trop élevée

La personne publique se réserve le droit de suspendre les interventions de traitement si les conditions s'avèrent non conformes (notamment en cas de pluie et de vent), sans que le prestataire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le matériel de traitement

Le prestataire indiquera le type de matériel qui sera utilisé, ainsi que les modalités de contrôle si celui-ci est concerné (rampe de plus de 3 mètres de large et pulvérisateur vertical). Il devra être en mesure de produire les documents attestant le contrôle du matériel le cas échéant. L'utilisation de buses anti-dérive est obligatoire pour tout traitement.

Attention : réglementation en cours d'évolution

L'organisation du chantier

La sécurité des applicateurs

Le prestataire indiquera dans sa proposition le type d'Équipements de Protection individuelle fournis aux applicateurs ainsi que la fréquence de renouvellement du matériel de protection. Le prestataire a l'obligation de faire respecter le port des EPI.

Les applicateurs devront disposer des éléments suivants :

- Trousse de secours
- Les numéros d'appel d'urgence (médecins, pompiers, centre anti-poison...)
- Les fiches de données de sécurité des produits appliqués

La sécurité des usagers

Le prestataire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers des espaces publics. Il détaillera la façon dont il gèrera et informera sur les délais de rentrée. Il appliquera notamment les dispositions de l'arrêté du 27 juin 2011 relatif à l'utilisation de produits phytosanitaires dans des lieux fréquentés par le grand public ou des groupes de personnes vulnérables.

La mise en place d'un balisage est désormais obligatoire pour informer les utilisateurs de la réalisation d'un traitement et de l'existence d'un délai de rentrée. Le prestataire pourra s'appuyer sur l'exemple de l'annexe 3. Le pictogramme devra être mis en place à l'issue du traitement, avec l'indication de la date et de l'heure à partir desquelles il est possible de pénétrer dans la zone traitée..

L'application et l'élimination des déchets

L'étalonnage des couples applicateurs-pulvérisateurs et les calculs de doses

Au début de la campagne, le prestataire devra réaliser l'étalonnage des couples applicateurs-pulvérisateurs.

A partir de cette donnée, le prestataire devra, pour chaque zone à traiter et pour chaque produit qui sera appliqué, calculer les quantités de produits nécessaires pour la zone et par pulvérisateur.

L'ensemble de ces éléments devront être enregistrés à l'aide du formulaire joint en annexe 4 et transmis à la commune avant chaque traitement ou pour l'ensemble des traitements planifiés, en début de campagne.

La non –transmission de ces informations dans les délais entraînera les pénalités prévues au CCAP.

Un procès verbal de fin de chantier devra être établi par le prestataire à la commune en fin de campagne.

Le remplissage des pulvérisateurs

Afin de limiter les pollutions ponctuelles, le candidat devra s'assurer de la protection de la ressource en eau (eau potable, eau pluviale, rivières, zones humides, ...) lors du remplissage. Il s'obligera également à faire remplir les pulvérisateurs sur la ou les zones indiquées par la personne publique (aire de remplissage ou zones perméables engazonnées).

L'application

Lors de l'application des traitements phytosanitaires, le candidat devra faire le nécessaire pour s'assurer du non entraînement des produits vers le milieu naturel. La méthode doit être précisée par le prestataire à l'appui de son offre.

L'applicateur devra respecter les ZNT indiquées pour les produits utilisés. Il est rappelé qu'en l'absence de mention, la ZNT minimum est de 5 mètres.

Les reliquats de bouillie et les eaux de rinçage

Les reliquats de bouillie et les eaux de rinçage des pulvérisateurs devront être éliminés selon la réglementation et notamment en respectant l'arrête du 12/09/2006. Le candidat précisera les modalités d'élimination des reliquats de bouillie et des eaux de rinçage.

L'enregistrement des traitements

A l'issue de chaque intervention, le prestataire adressera à la personne publique les éléments relatifs au(x) traitement(s) réalisé(s) à l'aide du formulaire joint en annexe 5 ou de tout autre formulaire reprenant a minima les informations du modèle. Ceci constitue une obligation réglementaire pour la commune dans le cadre du marché.

La non –transmission de ces informations dans les délais entraînera les pénalités prévues au CCAP.

Les Emballages Vides de Produits Phytosanitaires et les EPI usagés

Les déchets doivent être éliminés conformément à la réglementation en vigueur dans le code de l'environnement. Le candidat précisera dans le mémoire technique la société agréée (ex : Adivalor) ou la déchetterie professionnelle qui récupèrera ces emballages. Les EPI usagés devront également être éliminés par l'intermédiaire de ces filières.

Lors de l'exécution du marché, il remettra à la collectivité les preuves de l'élimination de ces déchets (bordereau de suivi des déchets industriels).

Bilan de fin de chantier

A l'issue des travaux prévus dans la cadre du marché, le prestataire fournira un bilan de fin de chantier retraçant l'ensemble des interventions et faisant un récapitulatif des quantités de produits utilisés par matière active et par zones. Les fiches de traitement complétées après chaque opération devront être annexées à ce bilan.

ANNEXE1

Liste des textes réglementaires et de documents relatifs au marché

- Arrêté du 12/09/2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural
- Règlement (CE) n°1107/2009 du parlement européen et du conseil du 21/10/2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques.
- Arrêté du 30/12/2010 relatif aux références exigées des utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques
- Arrêté du 7 avril 2010 relatif aux mélanges de produits phytopharmaceutiques
- Arrêté du 27 juin 2011 relatif à l'interdiction d'utilisation de certains produits phytosanitaires dans des lieux fréquentés par le grand public ou des groupes de personnes vulnérables.
- Le fascicule 35 du CCTG « Aménagements paysagers, aires de sport et de loisirs de plein air » s'appliquant aux marchés publics de travaux relevant du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

ANNEXE 2

Arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural

NOR: AGRG0601345A

Le ministre de la santé et des solidarités, le ministre de l'agriculture et de la pêche et la ministre de l'écologie et du développement durable,

Vu le code rural, et notamment les articles L. 251-8, L. 253-1 à L. 253-17 et R. 253-1 à R. 253-84 ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 96-540 du 12 juin 1996 relatif à l'épandage des effluents d'exploitations agricoles ;

Vu le décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 1994 portant application du décret n° 94-359 du 5 mai 1994 relatif au contrôle des produits phytopharmaceutiques, modifié en particulier par l'arrêté du 28 février 2005 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2004 relatif à l'utilisation par voie aérienne de produits mentionnés à l'article L. 253-1 du code rural ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 2004 relatif aux conditions d'autorisation et d'utilisation de la mention « emploi autorisé dans les jardins » pour les produits phytopharmaceutiques ;

Vu les avis de la commission des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés en date du 17 juin et du 23 septembre 2005 ;

Vu l'avis de la commission d'étude de la toxicité des produits antiparasitaires et des produits assimilés, des matières fertilisantes et des supports de culture en date du 15 juin 2005 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 7 juin 2005 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 8 juillet 2005,

Arrêtent :

Article 1

Aux fins du présent arrêté, on entend par :

« Produits » : ceux visés à l'article L. 253-1 du code rural.

« Bouillie phytosanitaire » : le mélange, généralement dans l'eau, d'un ou plusieurs produits destinés à être appliqués par pulvérisation.

« Fond de cuve » : la bouillie phytosanitaire restant dans l'appareil de pulvérisation après épandage et désamorçage du pulvérisateur, qui, pour des raisons techniques liées à la conception de l'appareil de pulvérisation, n'est pas pulvérisable.

« Effluents phytosanitaires » : les fonds de cuve, les bouillies phytosanitaires non utilisables, les eaux de nettoyage du matériel de pulvérisation (dont le rinçage intérieur ou extérieur), ainsi que les effluents liquides ou solides ayant été en contact avec des produits ou issus du traitement de ces fonds de cuve, bouillies, eaux ou effluents.

« Zone non traitée » : zone caractérisée par sa largeur en bordure d'un point d'eau, correspondant pour les cours d'eau, en dehors des périodes de crues, à la limite de leur lit mineur, définie pour un usage d'un produit utilisé dans les conditions prévues par sa décision d'autorisation de mise sur le marché et ne pouvant recevoir aucune application directe, par pulvérisation ou poudrage, de ce produit.

On considère que l'application d'un produit sur une surface est directe dès lors que le matériel d'application le projette directement sur cette surface ou que le produit y retombe du seul fait de son poids.

« Points d'eau » : cours d'eau, plans d'eau, fossés et points d'eau permanents ou intermittents figurant en points, traits continus ou discontinus sur les cartes au 1/25 000 de l'Institut géographique national.

La liste de points d'eau à prendre en compte pour l'application du présent arrêté peut être définie par arrêté préfectoral pour tenir compte de caractéristiques locales particulières. Cet arrêté doit être motivé.

Cette définition s'applique aux cours d'eau mentionnés à l'article 6 de l'arrêté du 5 mars 2004 susvisé.

« Dispositifs végétalisés permanents » : il s'agit de zones complètement recouvertes de façon permanente de plantes herbacées (dispositifs herbacés), ou comportant, sur au moins une partie de leur largeur, une haie arbustive qui doit être continue par rapport au point d'eau (dispositifs arbustifs).

« Délai de rentrée » : durée pendant laquelle il est interdit aux personnes de pénétrer sur ou dans les lieux (par exemple : champs, locaux fermés tels que serres) où a été appliqué un produit.

Au titre du présent arrêté, cette durée ne s'applique qu'aux produits utilisés en pulvérisation ou poudrage sur une végétation en place et ne s'applique pas aux produits bénéficiant de la mention « emploi autorisé dans les jardins » prévue par l'arrêté du 6 octobre 2004 susvisé.

- TITRE Ier : DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L'UTILISATION DES PRODUITS

Article 2

Quelle que soit l'évolution des conditions météorologiques durant l'utilisation des produits, des moyens appropriés doivent être mis en oeuvre pour éviter leur entraînement hors de la parcelle ou de la zone traitée. Les produits ne peuvent être utilisés en pulvérisation ou poudrage que si le vent a un degré d'intensité inférieur ou égal à 3 sur l'échelle de Beaufort.

Article 3

- I. - Sauf dispositions prévues par les décisions d'autorisation de mise sur le marché visées à l'article L. 253-1 du code rural, l'utilisation des produits est interdite pendant les 3 jours précédant la récolte.
- II. - Sauf dispositions prévues par les décisions d'autorisation de mise sur le marché visées à l'article L. 253-1 du code rural, le délai de rentrée est de 6 heures et, en cas d'application en milieu fermé, de 8 heures. Il est porté à 24 heures après toute application de produit comportant une des phrases de risque R36 (irritant pour les yeux), R38 (irritant pour la peau) ou R41 (risque de lésions oculaires graves) et à 48 heures pour ceux comportant une des phrases de risque R42 (peut entraîner une sensibilisation par inhalation) ou R43 (peut entraîner une sensibilisation par contact avec la peau).

Article 4

En cas de risque exceptionnel et justifié, l'utilisation des produits peut être restreinte ou interdite par arrêté préfectoral immédiatement applicable. Cet arrêté motivé doit préciser les produits, les zones et les périodes concernés ainsi que les restrictions d'utilisation prescrites. Il doit être soumis, dans la quinzaine, à l'approbation du ministre chargé de l'agriculture.

• TITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA LIMITATION DES POLLUTIONS PONCTUELLES

Article 5

Les utilisateurs des produits destinés à être mélangés à de l'eau dans une cuve avant leur utilisation doivent mettre en oeuvre :

- un moyen de protection du réseau d'eau ne permettant en aucun cas le retour de l'eau de remplissage de cette cuve vers le circuit d'alimentation en eau ;
- un moyen permettant d'éviter tout débordement de cette cuve.

Après usage, les emballages des produits liquides doivent être rincés avec de l'eau claire. Le liquide résultant de ce rinçage doit être vidé dans la cuve.

Article 6

I. - L'épandage des fonds de cuve est autorisé sous réserve du respect des deux conditions suivantes :

- le fond de cuve est dilué par rinçage en ajoutant dans la cuve du pulvérisateur un volume d'eau au moins égal à 5 fois le volume de ce fond de cuve ;
- l'épandage de ce fond de cuve dilué est réalisé, jusqu'au désamorçage du pulvérisateur, sur la parcelle ou la zone venant de faire l'objet de l'application du produit en s'assurant que la dose totale appliquée au terme des passages successifs ne dépasse pas la dose maximale autorisée pour l'usage considéré

II. - La vidange des fonds de cuve est autorisée dans la parcelle ou la zone venant de recevoir l'application du produit sous réserve du respect des trois conditions suivantes :

- la concentration en substance(s) active(s) dans le fond de cuve a été divisée par au moins 100 par rapport à celle de la première bouillie phytosanitaire utilisée ;
- au moins un rinçage et un épandage ont été effectués dans les conditions précisées au point I du présent article ;
- la vidange du fond de cuve ainsi dilué est effectuée dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent arrêté.

III. - Sous la responsabilité de l'utilisateur, la réutilisation du fond de cuve résultant d'une première application de produit(s) est autorisée pour l'application d'autre(s) produit(s) sous réserve du respect des deux conditions suivantes :

- la concentration en substance(s) active(s) dans le fond de cuve a été divisée par au moins 100 par rapport à celle de la bouillie phytosanitaire utilisée lors de la première application ;
- au moins un rinçage et un épandage ont été effectués dans les conditions précisées au point I du présent article.

Article 7

Le rinçage externe du matériel de pulvérisation est autorisé sous réserve du respect des deux conditions suivantes :

- au moins un rinçage interne de la cuve du pulvérisateur et un épandage ont été effectués dans les conditions précisées au point I de l'article 6 ;
- le rinçage externe est effectué dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 8

Sans préjudice des dispositions des décrets du 12 juin 1996 et du 30 mai 2005 susvisés, l'épandage ou la vidange des effluents phytosanitaires est autorisé dans les conditions définies ci-après, dès lors qu'ils ont été soumis à un traitement par procédé physique, chimique ou biologique, dont l'efficacité a été reconnue par un tiers expert. Ce procédé répond aux critères fixés à l'annexe 2 du présent arrêté et est utilisé conformément aux dispositions prévues par cette annexe.

Les effluents épandables ou vidangeables issus de ces traitements peuvent se présenter sous forme liquide ou solide mais ne peuvent être ni des supports filtrants, tels que les charbons actifs, les membranes et les filtres, ni des concentrés liquides ou solides issus des procédés de séparation physique.

L'épandage ou la vidange de ces effluents phytosanitaires ne peut s'effectuer que dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent arrêté.

La liste des traitements remplissant les conditions définies à l'annexe 2 du présent arrêté et les notices techniques requises pour la mise en oeuvre de chaque procédé de traitement seront publiées au Bulletin officiel du ministère chargé de l'écologie.

L'inscription d'un procédé de traitement sur cette liste vaut autorisation au titre de l'article L. 255-2, alinéa 3°, du code rural pour l'épandage des effluents solides résultant de ce traitement, épandables dans les conditions visées ci-dessus et, le cas échéant, dans les conditions fixées par les notices techniques.

Article 9

Lors de la mise en oeuvre d'un procédé de traitement des effluents phytosanitaires ou d'un stockage temporaire de ces effluents en vue de leur traitement, les éléments suivants doivent être consignés sur un registre :

- pour chaque effluent phytosanitaire ou mélange d'effluents introduit dans un système de traitement ou dans une installation de stockage : nature de l'effluent, dilution éventuelle, quantité introduite, date de l'introduction ainsi que pour chaque produit introduit : nom commercial complet du produit ou son numéro d'autorisation de mise sur le marché et, en cas d'utilisation en commun d'une installation de stockage ou de traitement d'effluents, nom de l'apporteur de l'effluent ;
- suivi du procédé de traitement ou de l'installation de stockage : nature, date et éventuellement durée des opérations de stockage, de traitement ou d'entretien ;
- épandage ou vidange des effluents phytosanitaires issus du traitement : quantité épandue, date de l'épandage, surface concernée, identification de la parcelle réceptrice ou de l'ilot cultural.

Article 10

Les effluents phytosanitaires et les déchets générés par l'utilisation des produits, autres que ceux respectant les conditions fixées aux articles 6, 7 et 8 du présent arrêté, doivent être éliminés conformément à la réglementation en vigueur, en particulier les titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement.

- TITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX ZONES NON TRAITÉES AU VOISINAGE DES POINTS D'EAU

Article 11 [En savoir plus sur cet article...](#)

Après avis de la commission d'étude de la toxicité des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture, une largeur ou éventuellement des largeurs de zone non traitée peuvent être attribuées aux produits selon leurs usages. Ces largeurs ne peuvent être prises que parmi les valeurs suivantes : 5 mètres, 20 mètres, 50 mètres ou, le cas échéant, une largeur supérieure ou égale à 100 mètres. Les largeurs de zone non traitées, déjà attribuées à des produits dans le cadre de l'article L. 253-1 du code rural, sont modifiées comme suit :

- largeur de zone non traitée supérieure ou égale à 1 mètre et inférieure ou égale à 10 mètres : 5 mètres ;
- largeur de zone non traitée supérieure à 10 mètres et inférieure ou égale à 30 mètres : 20 mètres ;
- largeur de zone non traitée supérieure à 30 mètres et inférieure à 100 mètres : 50 mètres.

Article 12

I- L'utilisation des produits en pulvérisation ou poudrage au voisinage des points d'eau doit être réalisée en respectant la zone non traitée figurant sur son étiquetage.

II. - En l'absence de mention relative aux zones non traitées dans ces décisions ou sur l'étiquetage, l'utilisation des produits en pulvérisation ou poudrage doit être réalisée en respectant une zone non traitée d'une largeur minimale de 5 mètres.

Article 13 [En savoir plus sur cet article...](#)

I- Il peut être dérogé à l'obligation de respect d'une zone non traitée visée à l'article 12-I et II du présent arrêté, par arrêté pris au titre de l'article L. 251-8 du code rural qui précise, en tant que de besoin, les modalités d'application des produits à mettre en oeuvre, en particulier pour protéger les points d'eau.

II. - L'obligation de respect d'une zone non traitée visée à l'article 12-II du présent arrêté n'est pas applicable :
- aux produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché pour une utilisation sur plantes aquatiques ou semi-aquatiques ou sur rizières ;
- aux produits pour lesquels il est décidé, après avis de la commission d'étude de la toxicité des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture de ne pas appliquer de zone non traitée ; l'autorisation de mise sur le marché et l'étiquetage doit alors le préciser.

Article 14

Par dérogation à l'article 12-I du présent arrêté, lors de l'utilisation des produits, la largeur de la zone non traitée à respecter peut être réduite de 20 à 5 mètres ou de 50 mètres à 5 mètres, sous réserve du respect des conditions précisées à l'annexe 3 du présent arrêté.

- TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15

Les dispositions prévues à l'article 12-II du présent arrêté ne sont pas applicables jusqu'au 1er janvier 2007.

Article 16

Sont abrogés l'arrêté du 25 février 1975 modifié relatif à l'application des produits antiparasitaires à usage agricole, l'arrêté du 21 septembre 1977 fixant les dispositions relatives à l'emploi de l'acide 2, 4, 5 trichlorophénoxyacétique, l'arrêté du 29 octobre 1981 relatif aux conditions de délivrance et d'emploi en agriculture de l'arsénite de sodium et l'arrêté du 22 août 1986 relatif aux conditions de délivrance et d'emploi en agriculture de lafluméquine.

Article 17

Le directeur général de l'alimentation, le directeur général de la santé, le directeur de l'eau et le directeur de la prévention des pollutions et des risques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Article Annexe

A N N E X E 1

CONDITIONS À RESPECTER POUR L'ÉPANDAGE, LA VIDANGE OU LE RINÇAGE DES EFFLUENTS PHYTOSANITAIRES VISÉS AUX ARTICLES 6-II, 7 ET 8

L'épandage, la vidange ou le rinçage des effluents phytosanitaires visés aux articles 6-II (fonds de cuve dilués), 7 (eaux de rinçage externe) et 8 (effluents épandables issus des systèmes de traitement) n'est possible que dans les conditions suivantes :

- aucun épandage, vidange ou rinçage n'est autorisé à moins de 50 mètres des points d'eau, des caniveaux, des bouches d'égout et de 100 mètres des lieux de baignade et plages, des piscicultures et zones conchylicoles et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ou animale. Les distances supérieures, fixées au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, de la réglementation sur l'eau ou sur la protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, y compris d'eau minérale naturelle ou du règlement sanitaire départemental, sont à respecter ;
- toute précaution doit être prise pour éviter les risques d'entraînement par ruissellement ou en profondeur des effluents phytosanitaires. En particulier, l'épandage, la vidange ou le rinçage sont interdits pendant les périodes au cours desquelles le sol est gelé ou abondamment enneigé et sur les terrains en forte pente, très perméables ou présentant des fentes de retrait. Ils doivent être réalisés sur un sol capable d'absorber ces effluents, en dehors des périodes de saturation en eau de ce sol et en l'absence de précipitations ;
- l'épandage, la vidange ou le rinçage de l'un quelconque de ces effluents (fonds de cuve dilués, eaux de rinçage externe, effluents des systèmes de traitement) sur une même surface n'est possible qu'une fois par an.

A N N E X E 2

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PROCÉDÉS DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS PHYTOSANITAIRES VISÉS À L'ARTICLE 8

Les effluents phytosanitaires peuvent être épandus ou vidangés, dans les conditions fixées à l'article 8 et à l'annexe 1 du présent arrêté, dès lors qu'ils ont été soumis à un traitement par procédé physique, chimique ou biologique conforme aux dispositions définies ci-dessous. La liste des traitements remplissant ces conditions et celles, précisées dans des notices techniques, requises pour la mise en oeuvre de chaque procédé de traitement, sera publiée ainsi que ces notices au Bulletin officiel du ministère chargé de l'écologie.

A. - Dispositions relatives à la mise en oeuvre des procédés de traitement des effluents phytosanitaires

1. Dispositions particulières relatives aux installations de stockage des effluents phytosanitaires et de stockage des déchets de traitement

:L'installation de stockage des effluents phytosanitaires avant traitement et des déchets issus du traitement ne doit pas être surmontée de locaux à usage d'habitation ou occupés par des tiers. Elle doit être implantée à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété des tiers pour le stockage à l'air libre ou sous auvent, ou 5 mètres des limites de propriété des tiers pour les stockages en local fermé. Elle doit être réalisée à au moins 50 mètres des points de captage d'eau et des sources, des cours d'eau et du réseau de collecte des eaux pluviales sauf s'il existe un bac de rétention des éventuels débordements ou fuites de capacité au moins égale à celle de l'installation de stockage. Elle doit être conçue de façon à prévenir les risques de pollution, notamment être construite dans un matériau de nature à prévenir les risques d'infiltration dans le sol et être munie de dispositifs de prévention des fuites. Sa capacité doit être suffisante pour permettre le stockage des effluents avant traitement et des déchets après traitement.

2. Conditions d'élimination des déchets :Les déchets issus d'un procédé de traitement d'effluents phytosanitaires, s'ils ne sont pas épanchables, en particulier s'il s'agit de supports filtrants, tels que les charbons actifs, de membranes et de filtres, ou de concentrés liquides ou solides issus des procédés de séparation physique, doivent être éliminés par un centre agréé d'élimination. Quand un dispositif de traitement des effluents est mis en oeuvre par un prestataire, ce dernier est invité à signer un contrat de suivi du dispositif de traitement avec son client pour en assurer le maintien en bon état de marche. Il est en particulier invité à prendre en charge la collecte et l'acheminement vers une station d'élimination des déchets dangereux issus du traitement des effluents phytosanitaires.

B. - Procédure générale pour l'inscription d'un procédé dans la liste publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de l'écologie

Les opérateurs qui sollicitent l'inscription d'un procédé de traitement d'effluents phytosanitaires dans la liste des procédés visée à l'article 8 doivent déposer un dossier de demande auprès du ministère de l'écologie et du développement durable, sous-direction des produits et des déchets, bureau des substances et des préparations chimiques, 20, avenue de Ségur, 75302 Paris 07 SP. Ce dossier doit être remis en trois exemplaires sous format papier et électronique et doit être composé des pièces suivantes :- un courrier de demande d'inscription d'un procédé de traitement d'effluents phytosanitaires dans la liste visée à l'article 8 ;- une description détaillée du procédé et des matériels mis en oeuvre pour l'application du procédé (fiche de procédure de fonctionnement de l'appareil) ;- une fiche de revendication des usages du procédé en question ;- des comptes rendus d'expérimentations pour chaque usage (ou groupe d'usage) ou système de cultures revendiqué. La sous-direction des produits et des déchets du ministère de l'écologie et du développement durable (direction de la prévention des pollutions et des risques, DPPR) réceptionne le dossier et assure sa recevabilité administrative. Elle confie ensuite, dans les meilleurs délais, pour expertise un exemplaire du dossier à un expert tiers.

C. - Critères d'évaluation des procédés de traitements des effluents phytosanitaires

Pour chaque effluent représentatif des systèmes de culture revendiqués, les résultats d'au moins 3 expérimentations sur des effluents frais non congelés sont à fournir.

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO n° 219 du 21/09/2006 texte numéro 38

A N N E X E 3

A. - Conditions à respecter pour pouvoir réduire la largeur de la zone non traitée de 20 à 5 mètres ou de 50 mètres à 5 mètres en application de l'article 14

Les conditions suivantes sont à respecter simultanément :

1. Présence d'un dispositif végétalisé permanent d'au moins 5 mètres de large en bordure des points d'eau :

- arbustif pour les cultures hautes (arboriculture, viticulture, houblon et cultures ornementales hautes), la hauteur de la haie doit être au moins équivalente à celle de la culture ;

- herbacé ou arbustif pour les autres cultures.

2. Mise en oeuvre de moyens permettant de diminuer le risque pour les milieux aquatiques.

Ces moyens doivent figurer sur une liste publiée au Bulletin officiel du ministère de l'agriculture et de la pêche. Chaque moyen retenu doit permettre de diviser par au moins trois le risque pour les milieux aquatiques par rapport aux conditions normales d'application des produits.

3. Enregistrement de toutes les applications de produits qui ont été effectuées sur la parcelle depuis la préparation de son implantation avec la culture annuelle en place ou, pour les autres cultures, au cours de la dernière campagne agricole. Cet enregistrement comporte au moins le nom commercial complet des produits utilisés, ou leurs numéros d'autorisation de mise sur le marché, leurs dates et doses d'utilisation.

B. - Procédure d'inscription au Bulletin officiel du ministère de l'agriculture et de la pêche des moyens permettant de diminuer le risque pour les milieux aquatiques

Tout opérateur qui souhaite l'inscription d'un moyen permettant de diminuer le risque pour les milieux aquatiques doit en faire la demande auprès du ministère de l'agriculture et de la pêche, direction générale de l'alimentation, sous-direction de la qualité et de la

protection des végétaux, bureau de la biovigilance, des méthodes de lutte et de l'expérimentation, 251, rue de Vaugirard, 75732 Paris Cedex 15.

Ce dossier doit être remis en deux exemplaires, dont au moins un original, sous format papier et électronique (bbmle.sdqpv.dgal@agriculture.gouv.fr) et doit être composé des pièces suivantes :

- une demande d'inscription du moyen considéré dans la liste visée au point A-2 ci-dessus (formulaire CERFA dûment complété) ;
- une description détaillée du moyen à mettre en oeuvre et de ses éventuelles limites d'utilisation ;
- des comptes rendus d'études démontrant l'intérêt du moyen pour diminuer le risque pour les milieux aquatiques d'un facteur au moins égal à trois.

La sous-direction de la qualité et de la protection des végétaux réceptionne le dossier et assure sa recevabilité administrative. Elle confie ensuite, dans les meilleurs délais, pour expertise un exemplaire du dossier au Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF).

La décision d'inscription du moyen considéré dans la liste visée au point A-2 est prise par le ministre de l'agriculture et de la pêche après avis du CEMAGREF.

Des moyens peuvent être inscrits à titre provisoire, dans l'attente de la réalisation de leur évaluation telle que précisée ci-dessus.

Fait à Paris, le 12 septembre 2006.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Dominique Bussereau

Le ministre de la santé et des solidarités,

Xavier Bertrand

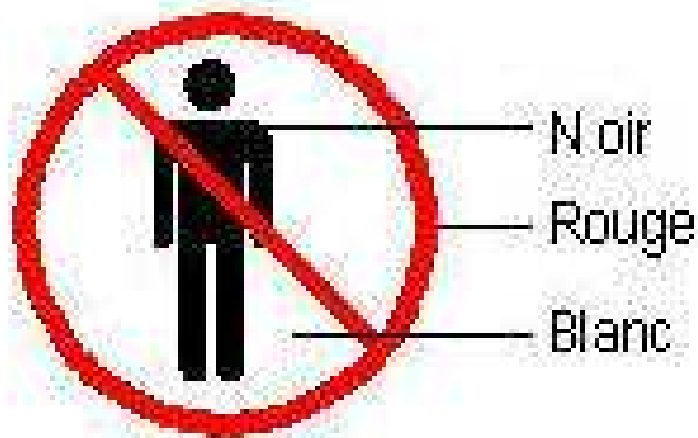
La ministre de l'écologie

et du développement durable,

Nelly Ollin

ANNEXE 3

Exemple de pictogramme pour la gestion du délai de rentrée



ANNEXE 4

Modèle de fiche d'étalonnage et de calcul de doses



Date :

Nom de l'applicateur :

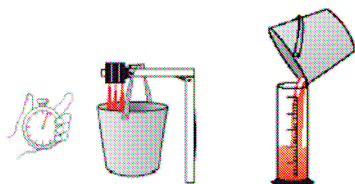
ETALONNAGE

Pulvérisateur :

Buse :

Etape 1

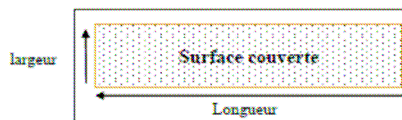
- Remplir le pulvérisateur avec de l'eau.
- Pulvériser l'eau dans un sceau pendant **1 minute**, puis mesurer le volume.



Quantité en litre :

Etape 2

- Pulvériser l'eau en vous déplaçant à votre vitesse de traitement habituelle, puis mesurer la surface couverte (Longueur x largeur) pendant **1 minute**.



Surface en
m² :

Utiliser le code couleur des encadrés en y reportant vos valeurs



DOSAGE

Etape 3

- Calcul du débit en litres/hectare



$$\frac{\boxed{\text{L}}}{\boxed{\text{m}^2}} \times 10\,000 = \boxed{\text{L/ha}}$$

- Dose homologuée du produit (voir sur l'étiquette):

$$\boxed{\text{L ou g/ha}}$$

Etape 4

- Calcul de la quantité de produit nécessaire par litre de bouillie

$$\frac{\boxed{\text{L ou g/ha}}}{\boxed{\text{L/ha}}} = \boxed{\text{L ou g/L}}$$

- Quantité de produit à mettre dans le pulvérisateur (selon capacité de ce dernier : 5L, 10L ou 15L)

$$\boxed{\text{L ou g/L}} \times \boxed{\text{Capacité du pulvé (L)}} = \boxed{\text{g ou L}}$$

- Surface désherbée avec un pulvérisateur:

$$\frac{\boxed{\text{Capacité du pulvérisateur (L)}}}{\boxed{\text{L/ha}}} = \boxed{\text{ha}}$$

Utiliser le code couleur des encadrés en y reportant vos valeurs

ANNEXE 5

Modèle de tableau d'enregistrement des traitements phytosanitaires réalisés

	Date d'application	Nom ou description de la zone traitée	Nom complet du produit	Volume de produit utilisé (en L ou en Kg)	Dose d'utilisation du produit (en L/Ha)	Surface développée traitée (en Ha)	réalisé en plein ou estimer le pourcentage de recouvrement de la surface
1 ^{ère} application							
2 ^{ème} application							
3 ^{ème} application							
4 ^{ème} application							
5 ^{ème} application							